

KLEINE BEITRÄGE

DER FRIEDE VON PARIS 1856

par Joseph Hajjar

L'ouvrage de BAUMGART* est une Habilitationsschrift de la faculté de philosophie de l'Université de Bonn. Il a l'ambition de faire le bilan des sources et des études générales ou particulières publiées sur la seconde grande crise orientale du XIX^{ème} siècle, déclenchée par l'échec de la mission MENSCHIKOFF, ensanglantée par le désastre de Sinope et par la guerre de Crimée et terminée par le Congrès et le traité de Paris, qui, sur le plan diplomatique, constituaient le couronnement de longues négociations entreprises et poursuivies à Vienne dès l'automne 1853. Cet ouvrage a un complément indispensable dans un long article publié en 1971 dans *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, sous le titre: *Probleme der Krimkriegsforschung. Eine Studie über die Literatur des letzten Jahrzehnts (1961—1970)* (pp. 49—109; 243—264; et 371—400). En effet, dans son ouvrage l'auteur se reporte souvent à cet article important, où l'analyse des publications est accompagnée d'une discussion critique et de jugements dont la valeur et les prolongements recourent ou sont parallèles à de nombreux passages du texte recensé. Cet article fait d'ailleurs suite à une autre enquête du même genre publiée 10 ans auparavant par EDGARD HÖSCH dans la même revue sous un titre plus modeste: *Neuere Literatur (1940—1960) über den Krimkrieg* (1961, pp. 399—434). Et l'on peut, certes, dire que l'ouvrage est rédigé en fonction d'un imposant matériel bibliographique comportant non moins de 400 titres: C'est dire à priori l'intérêt majeur d'un ouvrage qui est le résultat d'un effort systématique d'analyse et d'agencement, sous un aspect bien particulier pourtant, car, ainsi que le sous-titre l'indique, il s'agit d'une étude spécifique des relations ou mieux des interactions constantes entre deux entreprises coexistentielles, celle de la guerre et celle de la diplomatie, en vue de la paix européenne. Dans son contenu ainsi que dans sa problématique, ce bilan est le premier que nous connaissions; et il mérite donc qu'on s'y arrête un instant pour en mesurer la portée, la méthode et les résultats tant du point de vue diplomatique et européen que de celui de l'Orient ottoman et des implications multiples politico-religieuses qui s'y rattachent.

Cet ouvrage comporte deux parties égales: La première esquisse la situation stratégique et diplomatique à la suite de la prise de Sébastopole, le 8 décembre 1855, en s'attachant notamment aux espoirs des règlements internationaux suscités par l'échec militaire russe et à la mise en marche du processus de consultations et de pressions diplomatiques des Puissances occidentales ou maritimes, la France et l'Angleterre, et de la Puissance médiatrice, l'Autriche, dont le terme est la décision du Canet russe de faire la paix. La seconde analyse les négociations diplomatiques engagées dans le cadre du Congrès de Paris et qui se concluent par le traité du 30 mars et par d'autres accords de portée militaire, diplomatique, de droit international public ou de droit privé des

* BAUMGART, WINFRIED: *Der Friede von Paris 1856*. Studien zum Verhältnis von Kriegsführung, Politik und Friedensbewahrung. R. Oldenbourg/München und Wien 1972; 287 S., eine Abbildung mit 7 Karten. DM 78,—

gens. Le tout se termine par une bonne bibliographie, beaucoup moins importante que celle analysée dans l'article des *Jahrbücher* de 1971, cité plus haut, et par un index onomastique bien élaboré.

Cet aperçu indique à la fois le contenu, les limites et la portée de l'ouvrage. Avant d'en examiner certains points particuliers, sa lecture très attentive nous a inspiré quelques réflexions d'ordre général concernant la méthode, la problématique et les perspectives d'un travail qui semble destiné à marquer une étape nécessaire dans l'étude de cette question historique.

Le Congrès et la paix de Paris de 1856 constituent en effet un tournant majeur dans l'histoire européenne et orientale au XIX^{ème} siècle. A vouloir en analyser les origines, les décisions et les intentions majeures, l'on est acculé inéluctablement à toucher à nombre de questions historiques dont les implications essentielles sont déterminantes comme la connaissance indispensable. Et l'important ne consiste pas seulement à collectionner le plus grand nombre possible de sources et d'études, mais surtout à capter les problèmes essentiels, le noeud des situations et la politique à longue vue (la stratégie au delà de la conjoncture) des Puissances engagées, à un titre ou à un autre, dans cette grande crise orientale qui a changé, à n'en point douter, le rapport des forces continentales pour une longue période et qui a surtout ouvert la voie à une nouvelle ère historique tant pour l'avenir des nationalités en Europe, que pour les destinées des empires russe et ottoman. Cette remarque générale exige une explication, par une série de considérations suscitées par la lecture même de l'ouvrage.

D'abord, il est à noter que le texte se réfère souvent à l'article complémentaire publié dans *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, comme nous l'avons indiqué précédemment, non seulement à titre de confirmation, mais surtout à titre de complément d'information. Et de fait, cet article est à lire soit comme introduction ou comme prolongement de l'ouvrage, mais aussi pour en préciser, nuancer, voire corriger certains jugements de valeur. Et c'est là un défaut de composition qui s'expliquerait par les exigences de l'édition ou de la présentation académique, mais qui ôte toutefois au texte une dimension indispensable à sa pleine et juste compréhension. Tous les lecteurs ne possèdent pas ces *Jahrbücher*...

Ensuite, l'exposé est fondé en grande partie sur des études particulières ou sur des monographies dont la valeur est incontestable. L'étude directe des sources en est réduite à une portion congrue, notamment à celle des archives austro-hongroises et en ce qui concerne la politique et la physionomie de Buol que l'auteur essaie de revaloriser à la suite d'autres historiens contemporains. Celle des sources russes dont il apprécie, à juste titre d'ailleurs, l'importance est néanmoins limitée au secteur des réformes militaires et sociales, laissant presque systématiquement de côté l'aspect proprement diplomatique dont la connaissance et l'analyse semble indispensable pour suivre et comprendre par l'intérieur le jeu et le déroulement des négociations. Or l'on sait que la diplomatie a joué alors autant que la guerre armée, et l'on pourrait dire parallèlement, un rôle du début jusqu'à la fin de cette grave crise orientale. Quant aux sources anglaises, l'auteur se dispense de s'y référer en général, non sans motif valable, vu que les monographies consacrées à la politique anglaise de la crise orientale représentent déjà un apport très riche sinon exhaustif à notre connaissance historique. Pour les sources françaises, Mr. BAUMGART constate que les historiens en sont encore réduits à une ignorance presque totale de la politique réelle de

NAPOLÉON III et du cabinet impérial. Ayant personnellement travaillé longtemps aux Archives du Quai d'Orsay pour la période allant de 1848 à 1864 et ayant eu l'occasion de comparer la richesse considérable des fonds d'archives diplomatiques françaises avec ce que des études spécifiques françaises ou étrangères déjà publiées contiennent à ce sujet, nous ne pouvons que souscrire au jugement de l'auteur. Mais la question cruciale ou même brutale qui se pose à ce sujet est précisément celle-ci: Peut-on honnêtement et selon les exigences scientifiques minimales prendre position et formuler des jugements de valeur sur les origines, le développement et les implications et conséquences de cette grave crise orientale si la connaissance de ce dossier capital de la diplomatie et de la politique française reste encore fondamentalement peu connu dans ses sources, et elles sont non seulement nombreuses mais assez bouleversantes: nous pouvons ici l'affirmer modestement, tout en nous promettant de publier bientôt, nous l'espérons, ce dossier et une étude des divers aspects de cette question. Et l'on ne devrait point oublier, au surplus, que c'est la diplomatie française qui fut à l'origine de la crise des Lieux-saints, déclenchant tout le processus de la mission MENSCHIKOFF, du conflit russo-turc, de l'intervention anglaise, de la guerre, des négociations de Vienne et de celles de Paris ... La France républicaine et impériale fut et demeura au centre de toute la crise et de toute la politique orientale de ce tournant capital de l'histoire européenne et ottomane. Reste un mot à dire des sources turques. Dans l'article des *Jahrbücher*, l'auteur avoue qu'on est dans l'ignorance complète de leur contenu. Certes, il n'existe jusqu'à ce jour aucune publication, spécifique en langue turque ou occidentale qui se soit assigné pour tâche de nous livrer ne serait-ce qu'un choix des documents les plus importants de la Porte relatifs à cette crise orientale, bien que les archives existent et que des chercheurs isolés en tirent parti pour des monographies spécifiques, notamment pour les domaines financiers et administratifs; néanmoins, le Recueil des Traités de la Porte ottomane de TESTA et d'autres recueils de documents diplomatiques contiennent un certain nombre de pièces importantes pour comprendre la position du Sultan dans les négociations dont l'échec entraîna les Puissances maritimes et la Turquie à entrer en guerre. D'ailleurs les archives françaises du Quai d'Orsay contiennent aussi bon nombre de pièces inédites de provenance ottomane et rédigées en français qui renseignent avec précision sur la politique et les intentions du Sultan et de la S. Porte. Ceci dit pour affirmer de nouveau la nécessité de connaître aussi ce dossier diplomatique ottoman avant d'essayer de présenter aux historiens une étude d'ensemble sur la guerre de Crimée et la paix de Paris (1853—1856), car il ne faudrait point oublier qu'au delà des objectifs précis et à longue vue de la haute politique européenne concernant l'équilibre et le partage des forces dans le Continent selon les accords et l'esprit du Congrès de Vienne (1815), c'est la ténacité du sultan et de la Porte à rejeter le point quatre relatif au „sened“ de tutelle russe, sur les chrétiens orientaux de l'empire ottoman qui fit échouer, en définitive, toutes les solutions de compromis envisagées à Vienne, et elles furent nombreuses en 1853, ne laissant qu'une seule issue, celle de la guerre, et précisément dans la Mer Noire et dans la presqu'île de Crimée.

Pour résumer ce long paragraphe, est-il permis d'exprimer un vœu, qui rejoint d'ailleurs celui de l'auteur, relatif à cette „paix de Paris“ et à toute autre tentative de cerner de près les principales étapes de l'histoire contemporaine: celui d'un retour aux sources pour „faire l'histoire et la reconstruire“. L'exigence primordiale des historiens serait d'établir d'abord les dossiers de documents

concernant tous les aspects d'une question pour essayer ensuite d'en éclairer le contenu. Autrement l'on se voit condamné à suivre la filière ou mieux les filières des histoires partielles et peut-être d'historiens partiels et de construire son propre exposé historique selon la mesure de la bibliographie disponible et non point selon l'importance réelle des „faits historiques“ et de leur environnement existentiel. Par là nous touchons un autre point important des considérations inspirées par la lecture de l'ouvrage.

En effet, tout en reconnaissant la valeur de l'exposé dans sa structuration et dans son contenu, l'on doit constater que l'auteur se laisse souvent entraîner à des développements sur des points particuliers qui ont tout l'air d'être des digressions ou des „supercroissances“ pour le simple motif que les études particulières disponibles lui en donnent l'occasion, laissant le lecteur à sa faim quant à des questions plus importantes. Il en résulte une disproportion, à tout le moins quantitative, dans la construction des chapitres et des paragraphes et où les lignes de force et les objectifs essentiels du dynamisme diplomatique français et du destin de l'empire ottoman semblent délayés sinon perdus dans l'ensemble de questions somme toute de mineure importance. Il s'agirait ici d'appréciation personnelle ou d'angle de vision qui rejoignent nécessairement l'intérêt spécifique que des historiens de nationalité diverse ou de tendance idéologique distincte sinon opposée portent à un événement capital du XIX^{ème} siècle. Et ceci nous amène à considérer un autre aspect de l'orientation globale de l'ouvrage: à savoir, le caractère fortement européen-centriste de l'analyse et de l'exposé historique.

En effet Mr. BAUMGART semble laisser quelque peu dans l'ombre, en ne lui donnant aucune importance primordiale, le fait capital qu'il s'agit essentiellement d'une crise orientale, celle des destinées politiques, militaires et économico-sociales de l'empire ottoman, menacé ouvertement par le colosse russe aux visées expansionnistes et secouru par les Puissances occidentales, qui en défendant l'intégrité territoriale et l'autonomie politique d'un empire défaillant, défendent, en fait, leurs propres intérêts en Orient, en brisant l'ambition du Tzar, tout en s'assurant des avantages propres et une tutelle réelle à Constantinople puisque les principaux articles du traité de Paris limitent considérablement le pouvoir de décision du Sultan et de la Porte dans les questions relatives aux provinces balkaniques et danubiennes, à la neutralisation de la Mer Noire, aux réformes intérieures et à la voie fluviale du Danube: toutes questions qui touchent éminemment l'indépendance politique des Ottomans qui reçoivent, à titre de compensation bien dérisoire, le droit de „participer au concert européen“ et d'entrer dans le „club“ des cinq grandes Puissances de l'époque, droit plutôt honorifique mais significatif qui est refusé à d'autres nations européennes comme l'Espagne ou le Portugal, sans parler des nations mineures comme la Suède, la Belgique ou la Hollande et que Cavour n'obtient qu'en partie pour la „nation italienne“ en formation. Cet aspect oriental de la crise et du traité de Paris n'est nullement mis en relief; bien au contraire, l'auteur semble traiter ces questions du point de vue purement européen, dans l'optique des négociations européennes et des intérêts de ces Puissances, tout en cherchant à mettre en relief de rôle de la diplomatie austro-hongroise et de Buol en particulier. Les questions vitales pour l'autonomie et la survie de l'empire ottoman sont ainsi traitées au même niveau que la question bien mineure de l'île d'Alland et dans la mesure où certains travaux spécifiques de détails lui permettent d'en étoffer quelque peu le contenu. Pourtant la lecture des sources diplomatiques d'origine

franco-anglaise montre combien „la hantise“ de la survie de l'empire ottoman et de son rattachement aux intérêts économico-politiques de Paris et de Londres tenait une place primordiale dans les négociations, depuis la querelle des Lieux-saints jusqu' à la convention du 15 avril 1856 qui mérite, soit dit en passant, une analyse bien plus sérieuse qu'une simple mention à la page 252 et toujours dans le contexte de l'équilibre européen. Il est d'ailleurs remarquable que dans le chapitre final qui tient lieu à la fois d'un résumé récapitulatif du jeu des négociations et d'une vue prospective sur les destinées du traité de Paris et intitulé *Auflockerung der Mächtebeziehungen* (pp. 246—258), l'auteur passe en revue l'action et la position des grandes Puissances européennes sans mentionner nullement la place et les implications inéluctables que posent l'empire ottoman dans cet équilibre européen qu'on cherche à sauvegarder. Certes, BAUMGART parle bien de l'euro-péo-centrisme de l'histoire du XIX^{ème} siècle, en essayant d'esquisser les axes d'entente ou les lieux de conflit des Puissances européennes, tout en oubliant de mentionner à tout le moins la présence de l'empire ottoman comme facteur essentiel de l'histoire de l'équilibre européen. La lecture assez rapide de la correspondance diplomatique entre les chancelleries de l'époque démontre la place qu'occupait l'empire ottoman et ses problèmes intérieurs socio-économiques comme sa position géographique et intercontinentale, au lieu de jonction entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique dans l'histoire des relations internationales et européennes notamment. Et ceci constitue un point d'une gravité majeure qui enlève à l'exposé si documenté d'ailleurs une valeur historique d'ordre général.

A cela s'ajoute en fin une question de méthode d'analyse diplomatique, ou si l'on veut une question de dialectique historique. La logique de „l'alternative“, celle de la dichotomie limitative des choix politiques inspirés d'un dualisme si étriqué ne peut nullement rendre compte de la richesse et de la complexité des situations, disons de la „conjoncture politique“. La diplomatie est l'art du possible; et elle relève ainsi de la praxis et non point de la raison raisonnée. Limiter le choix politique à deux dimensions et y introduire la nécessité d'opter entre l'une ou l'autre sans une issue vers une tierce dimension et vers un pluralisme de perspective, c'est rétrécir abusivement le champ d'action de la diplomatie et introduire un déterminisme intolérable dans l'activité humaine et politique (dans le sens aristotélitien) en général. Or à lire l'analyse faite de la diplomatie austro-hongroise et de toute la négociation de la crise orientale, on a bien l'impression que les diplomates se trouvaient acculés à prendre des décisions nécessaires, car toujours affrontés à des alternatives. Cette bipolarité des analyses et des choix n'aide pas l'auteur à comprendre la complexité de la conjoncture, ni surtout à s'éclairer et à éclairer le lecteur sur la diplomatie à „multiples facettes“ de la France et de l'Angleterre face aux limites logiques et „dichotomiques“ de la diplomatie autrichienne. L'action diplomatique et politique dans cette crise orientale à l'égard de la Russie et de la Turquie est à placer au niveau des réalités si multiples et „pluri-dimensionnelles“ et non point seulement au niveau d'une raison abstraite évoluant dans l'espace logique si étriquée de l'alternative dualiste. Partant de là, l'exposé souffre inéluctablement de cette limitation de perspective et ne peut expliquer le comportement si déroutant de la diplomatie de NAPOLÉON III, essayant à „tous azimuts“ de contenter à la fois la Russie vaincue mais non anéantie, la Turquie placée au rang des vainqueurs mais traitée au niveau des vaincus, l'Angleterre ambitieuse de continuer la lutte mais satisfaite dans ses exigences méditerranéennes,

l'Autriche forte de sa neutralité armée mais craignant un débordement nationaliste dans son flanc oriental, enfin la Prusse humiliée dans son prestige de grande Puissance mais introduite tardivement à participer aux délibérations des cinq „Grands“ et à souscrire au traité et à la paix de Paris. Et ce point nous semble d'une importance considérable pour l'historien qui ne veut point se contenter de grandes synthèses, de grands raccourcis concernant des époques de longue durée, mais s'attèle à analyser une conjoncture déterminée d'après les sources et en suivant la courbe si mouvementée et si complexe de l'action humaine, surtout lorsqu'il s'agit d'une époque si rapprochée, celle de la moitié du XIX^{ème} siècle où la documentation si abondante et si variée permet de déceler la richesse pluri-dimensionnelle des situations et des attitudes humaines.

Après ces remarques générales toutes inspirées des pages d'un ouvrage de valeur, qu'on nous permette encore quelques considérations particulières relatives à l'une ou l'autre des questions précises traitées.

En ce qui concerne les objectifs de la guerre du côté anglais et français (pp. 26—37 / 37—47), il semble que l'auteur ne réussisse pas à distinguer entre les buts originels et permanents qui dès 1853 ont amené les Puissances occidentales, la France et l'Angleterre, à s'allier et à „défendre“ la Turquie contre les ambitions russes et qui trouvent leur expression définitive et officielle dans les exigences essentielles ou „minimales“, à entrer pratiquement en guerre, et les buts souhaitables ou conjoncturels que chaque gouvernement a échafaudés dans l'espoir de tirer le meilleur profit possible ou dans l'intention d'exercer une pression morale sur l'ennemi au cas, où après la prise de Sébastopol, il ne se résignait pas à entrer dans la voie de la négociation que tout le monde, même l'Angleterre et surtout l'Autriche, considéraient déjà comme à portée de la main et intentionnellement atteinte. L'Autriche avait déjà démobilisé une partie de ses troupes et l'Angleterre avait pratiquement réalisé son rêve d'anéantir la flotte russe de la Mer Noire et de fermer les Dardanelles à tout danger d'immixtion russe dans la compétition pacifique franco-anglaise en Méditerranée, en neutralisant la Mer Noire. Il s'agit là plus que d'une ambiguïté à élucider, proprement d'une perspective historique à définir, ce que la longue digression sur la personnalité et la politique orientale de Palmerston ne réussit point à élucider. Bien plus, cette analyse de la politique fondamentale de l'Angleterre en Méditerranée orientale et en Asie occidentale (en Turquie) aurait dû amener l'historien à cerner de près le noeud de toute cette politique dont les antécédents immédiats se trouvent précisément dans toute la négociation de la grande crise orientale de 1840—1841. Là aussi, l'essentiel est malheureusement dissous dans des développements intéressants, mais somme toute de caractère plus érudits et généraux que topiques; et le nerf de l'argumentation en pâtit nécessairement, tout en éloignant l'attention de la documentation précise placée dans tout son contexte diplomatique et historique. D'ailleurs les négociations du Congrès de Paris se concentrent uniquement sur les objectifs premiers et essentiels de la guerre, tels que définis à Vienne, sans y introduire ceux, conjoncturels et apparents formulés après la prise de Sébastopol, auxquels pourtant BAUMGART consacre des pages nombreuses de son ouvrage et qu'il place dans les paragraphes consacrés précisément aux „Kriegsziele“ de la France et de l'Angleterre. Quant aux intentions profondes de la politique de NAPOLÉON III que l'auteur ne saurait caractériser, à la suite dit-il des historiens et des contemporains même, que comme „vielfach widersprüchlich, undurchsichtig und rätselhaft“ (p. 37), il nous semble que l'ignorance des documents des archives diplomatiques

françaises ainsi que la documentation contemporaine française l'ait amené à cette position d'incertitude, d'ambiguïté et de mystérieuse opacité. Là comme ailleurs, les premiers témoins à entendre sont non ceux du camp opposé comme la Russie ou ceux de l'allié nécessaire comme l'Autriche, mais bien plutôt ceux qui sont au service de la Cour des Tuileries à un titre ou à un autre: et c'est ce que BAUMGRAT a manqué malheureusement de faire pour pénétrer et décrire la grande politique de NAPOLÉON III, qui est de remettre en cause toute l'œuvre du Congrès de Vienne de 1815 et de refaire de Paris le centre et le cerveau de la nouvelle Europe. Toute la littérature contemporaine française en témoigne amplement. C'est le „grand dessein“ auquel les manœuvres marginales, les soi-disant conversations confidentielles et les plans chimériques et estimés comme tels relatifs à la Pologne, au Rhin et aux insurrections nationalistes ne servent, somme toute, que de palliatifs et de dérivatifs diplomatiques (pp. 48—55, à compléter et à préciser par la page 132).

Pour les questions nombreuses concernant les négociations de la paix (pp. 127 ss), nous nous contenterons de considérer l'une ou l'autre ayant une relation plus directe avec l'avenir de l'empire ottoman dans ses aspects humains ou sociaux et ses perspectives culturelles et religieuses.

Dans ce long chapitre, l'auteur traite successivement et sur le même plan diverses questions, celles qui feront l'objet du traité proprement dit de paix signé le 30 mars 1856 et celles qui seront considérées comme dignes de faire l'objet d'un accord sans aucune sanction internationale et celles enfin qui attirent l'attention des grandes Puissances responsables de l'ordre et de la tranquillité de l'Europe. A ces questions s'ajoutent celles qui concernent le royaume sarde, l'admission de la Prusse aux délibérations et enfin la conférence des ambassadeurs à Constantinople. Il nous semble qu'il aurait fallu distinguer dans ce Congrès de Paris deux étapes bien différentes quant aux objets des délibérations et quant aux décisions d'ordre international. La première étape allant du 25 février au 30 mars 1856, date de la signature de la paix de Paris, étape au cours de laquelle les questions soumises aux délibérations reçoivent une solution plus ou moins définitive et précise et font l'objet des articles du traité signé en bonne et due forme par les cinq grandes Puissances déjà connues et reconnues et les deux nouvelles admises dans le concert européen, à savoir la Turquie et la Sardaigne. La deuxième étape est constitué par les consultations officielles ou officieuses de ces Puissances sur des questions d'ordre général, comme le projet de stipulation qui recommande de recourir à l'action médiatrice d'un Etat ami avant d'en appeler à la force, ou les décisions réciproques de la France et de l'Angleterre, d'une part, de lever le blocus contre la Russie et de reprendre avec elle toutes les transactions commerciales, et de la Russie, d'autre part, d'abroger les mesures prohibitives prises pendant la guerre pour fermer les ports russes au commerce d'exportation, ou enfin l'assurance des „Alliés occidentaux“ d'évacuer les territoires russes et les positions occupées en Turquie dans un délai de six mois. Des questions d'ordre particulier sont aussi discutées comme la situation de la Grèce, celle des Etats Pontificaux, du gouvernement napolitain, de Neuchâtel en Suisse, de la liberté de Presse en Belgique, de la course ... Enfin l'étude du principe du droit maritime de commerce. Sur toutes ces questions, aucun accord de portée publique ou internationale ne sera souscrit; toutefois, les Plénipotentiaires ont bien le sentiment exprimé par le délégué anglais, lord CLARENDON, que le traité de Paris ouvrait une ère nouvelle de paix pour l'Europe et qu'il ne fallait rien négliger pour rendre cette paix,

à la fois solide et durable. Enfin, cette deuxième étape se clôt par la convention momentanément secrète signée par la France, l'Autriche et l'Angleterre, toujours en faveur de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garanties séparément et conjointement et dont toute atteinte serait considérée, selon les stipulations du traité de Paris, comme un *Casus belli* ... Cette Convention tripartite signée le 15 avril 1856 constitue le complément nécessaire du traité collectif du 30 mars et accentue le caractère proprement oriental de la crise dont toute l'Europe en subit les conséquences. Ainsi structurées quant à leur évolution chronologique et quant à leur importance internationale, les négociations du traité et de la paix de Paris de 1856 entrent dans le cadre de l'évolution historique de l'Europe et de l'Orient méditerranéen contemporain. La perspective ainsi élargie et les lignes de force bien démarquées, l'on comprendra toute l'importance de cet événement capital et international du milieu du XIX^{ème} siècle non seulement pour l'Europe et le monde occidental, mais aussi pour les deux empires orientaux de l'époque, la Russie et la Turquie.

L'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman et toutes les autres questions connexes, telles que l'application du programme des réformes intérieures esquissées et promises par le HATTI-HOUMAYOUN du 18 février 1856 (et non pas du 17, page 169) et la question des Lieux-saints, dont l'auteur ne parle qu'incidemment et une fois seulement (p. 39) seront au centre de très nombreuses et longues correspondances et négociations diplomatiques entre les grandes Puissances européennes, et deviendront souvent le prétexte, l'occasion, voire la cause de conflits diplomatiques, d'interventions militaires et d'immixtions financières et administratives qui troubleront à la fois la paix de l'Europe et l'ordre en Turquie et dont seule la lecture systématique, attentive et de longue haleine de volumes entiers de la correspondance diplomatique de l'époque peut en rendre compte, non seulement jusqu'à la nouvelle grande crise orientale de 1877—78, suivie du Congrès de Berlin, mais aussi jusqu'à la guerre de 1914—18. Ces questions commandent, sans exagération, non pas l'une ou l'autre négociation concernant l'avenir de l'Italie (question vénitienne) ou celui des provinces rhénanes (question allemande), ou la formation du royaume de Roumanie, ou le développement du nationalisme en Serbie, en Bulgarie, en Grèce (la Crète, l'Epire et la Thessalie), mais aussi la question égyptienne (de 1867 à 1882 et au-delà, avec le percement du canal de Suez et la question de son internationalisation), la question syro-libanaise et l'autonomie du Mont-Liban (1859—1864), la question arménienne, surtout à partir du Congrès de Berlin (1878) et la question de Chypre, toujours actuelle ... et l'on pourrait prolonger la série des implications historiques causales ou déterminantes de ce traité de Paris et de la paix européenne et orientale qu'on a voulu y rattacher. On est loin des raccourcis et des perspectives si étriquées et européo-centristes de l'exposé. Perdant de vue ces implications, il est bien difficile à l'auteur de saisir le jeu si nuancé des relations internationales, notamment des alliances à plus ou moins longue durée et pour des objectifs plus ou moins étendus qui s'établissent et perdurent fondamentalement, soit entre la France et l'Angleterre en ce qui concerne le processus de tutelle financière et administrative en Turquie ou le domaine de l'expansion colonialiste, en Chine notamment, soit entre la France et la Russie en ce qui touche de grands projets financiers et ferroviaire à l'intérieur de l'empire des Tzars et même en Turquie où un projet commun de financement de la route Damas-Beyrouth échoue à cause de l'opposition ottomane, mais où par contre la collaboration pour la restauration de la coupole du Saint-

Sépulcre devient le signe de la réconciliation aux yeux de toute la chrétienté et semble effacer le souvenir de la lutte traditionnelle entre les deux pays pour les Lieux-saints et qui avait servi, en fait, de cause ou de prétexte, pour le déclenchement de la crise orientale en 1852—53. J'arrête ici ces développements, pour en marquer seulement le sens et les perspectives. Placé dans ce cadre euro-et franco-oriental, la paix de Paris de 1856 débouche sur une vision plus élargie, et à notre avis, plus réelle sinon encore globale de la réalité historique; et je n'oserais dire de la vérité documentaire, car l'on se trouverait peut-être confronté dans ce domaine à des normes différentes de „refaire et de reconstruire l'histoire“ comme nous l'avons déjà dit au début de cette note.

Avant de conclure, nous voudrions seulement relever quelques points de détails. Le grand vizir de l'époque est AALI Pacha, dont l'écriture arabe et osmane était bien retransmise par les documents et les publicistes du XIX^{ème} siècle. L'écriture de ALI est fautive et correspond à une autre dénomination musulmane et turque. A la page 254, l'auteur rapporte l'exclamation d'Alexandre II au sujet de la crise syrienne de 1860, condamnant la politique française d'un mot peu diplomatique: „infamie“, „Après cela allez vous entendre avec un gouvernement pareil“. Il s'agissait, au vrai, d'un véritable tour joué par Thouvenel à Gortschakov et au Tzar. Car depuis des mois la chancellerie russe essayait d'amener la diplomatie française, et même anglaise, à accepter le principe de l'intervention collective européenne dans la Turquie d'Europe, en faveur des chrétiens des Balkans et au nom précisément du traité de Paris (art. 9). Il existe à ce sujet une copieuse correspondance d'origine française et même russe. Or si la diplomatie européenne accepte, après bien des tiraillements, l'envoi d'une mission d'enquête, mais ottomane et présidée par Kuprusli Pacha lui-même; par contre en Syrie, où les troubles et les massacres préparés et perpétrés sous les yeux des consuls européens, apparemment impuissants...! donnent lieu d'une manière si expéditive à une véritable expédition militaire française, au nom de l'Europe. Le Tzar n'en pouvait être que bouleversé et justement pris au jeu... D'ailleurs, à plusieurs reprises, BAUMGART insiste dans son ouvrage pour montrer le caractère autoritaire et exclusivement personnel au Tzar de la politique extérieure de son empire. Et ce jugement revêt dans l'ouvrage un accent de radicalisme et d'absolutisme et pourtant, dans son article sur les *Probleme der Krimkriegsforschung*, il doit lui-même tempérer son jugement, lors de l'analyse des études publiées en russe et qui éclairent les jeux d'influence qui s'exerçaient au sein du „conseil du trône“. Il écrit ainsi d'une manière plus juste: „Unser Bild vom autokratischen Zar, der die außenpolitischen Entscheidungen in alleiniger Machtvollkommenheit trifft, ließe sich dadurch gewiß differenzieren“ (p. 86).

Deux autres points de détails concernent enfin la Prusse et sa position à l'égard du Congrès de Paris. BAUMGART fait allusion, à juste titre, au „Prachtbericht“ de BISMARCK du 26 avril 1856 (p. 230, note 209). Dans cette analyse si clairvoyante des nouvelles alliances européennes qui s'esquissent au lendemain de la signature du traité de Paris, le futur chancelier d'Allemagne considère aussi les perspectives de l'alliance franco-russe dont la mention aurait été très bienvenue dans l'ouvrage et dont l'importance pour les destinées de la paix européenne semble capitale. D'ailleurs BISMARCK suivait de près ce qui se passait à Paris, et l'éloignement de la Prusse des premières séances des délibérations lui inspiraient une attitude pleine de dignité et d'optimisme, (voir sa lettre à MANTEUFFEL datée le 12 mars de Frankfort/M., in: H. POSCHINGER, *Preußen*

im Bundestag, II, No. 187, pp. 350—351). Quant à l'admission des Plénipotentiaires prussiens au Congrès et au rôle qu'ils jouent, il eût fallu utiliser et mettre en valeur le témoignage personnel de l'ambassadeur prussien à Londres, le comte ALBRECHT v. BERNSTORFF, qui a été appelé par MANTEUFFEL à le rejoindre à Paris, le 20 mars 1856 et qui y demeura jusqu'au 27, non seulement pour aider son ministre de Berlin et l'ambassadeur HATZFELDT à surmonter la crise survenue entre les délégations prussienne et anglaise, mais aussi pour y mettre la main dans la rédaction du passage du préambule du traité relatif à la participation de la Prusse. Quant au comportement de Buol à l'égard de la délégation prussienne, il est loin d'être aussi bienveillant que semble l'affirmer BAUMGART (pp. 204—210) et le témoignage de v. BERNSTORFF est concluant à cet égard (cf. K. RINGHOFFER, [Hrsg.] *Im Kampf für Preußens Ehre ...*, pp. 322—326).

Nous mettons un terme à ces considérations et à ces observations, dans la ferme confiance qu'on comprendra et l'intention mise dans leur rédaction et leur portée. L'ouvrage du prof. BAUMGART constitue un essai important et courageux de faire le bilan de tant d'études parues sur un Congrès et un Traité dont la réunion et la signature ont eu tant de conséquences pour l'histoire européo-orientale de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, tant pour l'évolution intérieure des nations et des empires que pour les relations internationales. Cet ouvrage méritait que nous nous y arrêtions quelque peu, soit pour les implications générales et profondes de moyenne et longue portée que le sujet comportait notamment pour l'orient russo-ottoman, soit pour la question des Lieux-saints et de ses prolongements proprement politiques et internationales (et qui reste toujours d'actualité) soit pour la question des réformes intérieures de la Turquie et du droit effectif de tutelle collective concédé pratiquement à l'Europe dont l'aspect religieux, de mission et d'évangélisation, va de pair avec l'aspect socio-politique d'immixtion administrative et de tutelle financière et politique. Mais au-delà de l'objet proprement dit, il s'agissait de poser les nombreux problèmes de méthodes et de visions historiques que la lecture de l'ouvrage inspirait à un lecteur oriental. C'est dire, à la fois, et l'intérêt que nous avons pris à l'étude attentive de cet ouvrage de valeur et l'espoir que la confrontation des approches diverses et des perspectives distinctes aident à une convergence de vues et à une manière plus „détachée et désintéressée“, moins „nationaliste et continentale“ et par là plus universelle et plus lisible de connaître les multiples facettes d'une crise et d'une paix dont la portée et les implications marquèrent profondément notre histoire contemporaine commune.